

Québec et ses régions, perspectives 2014

Selon les perspectives 2014, l'investissement au Québec s'élèvera à 68,5 G\$ en 2014, en croissance de 2,0 % par rapport aux données provisoires de 2013. L'investissement des industries productrices de biens se replie de 5,9 %, alors que celles produisant des services augmentent de 3,0 %. Le secteur du logement, qui s'est replié en 2013, reprend de la vigueur en 2014 avec une croissance attendue de 6,6 %.

C'est dans la région de Lanaudière que la croissance de l'investissement est la plus prononcée (+ 9,6 %), suivie des régions de Laval (+ 7,0 %) et du Centre-du-Québec (+ 6,3 %). La région de Chaudière-Appalaches est quant à elle celle qui subit le plus fort repli, avec une diminution de 9,9 %, suivie par la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (- 8,0 %).

Construction résidentielle : moteur de la croissance

Les régions qui enregistrent les croissances les plus prononcées sont également celles où la construction résidentielle s'annonce la plus vigoureuse. Dans la région de Lanaudière, où la part associée au logement s'élève à 57,4 %, l'investissement en construction résidentielle augmente de 19,4 % pour s'élever à 1,8 G\$. Les régions de Laval, de la Capitale-Nationale, de la Montérégie et du Bas-Saint-Laurent enregistrent toutes des croissances supérieures à 10 %. On anticipe une diminution de l'investissement en construction résidentielle dans quatre régions, la plus prononcée étant observée à Montréal (- 9,9 %).

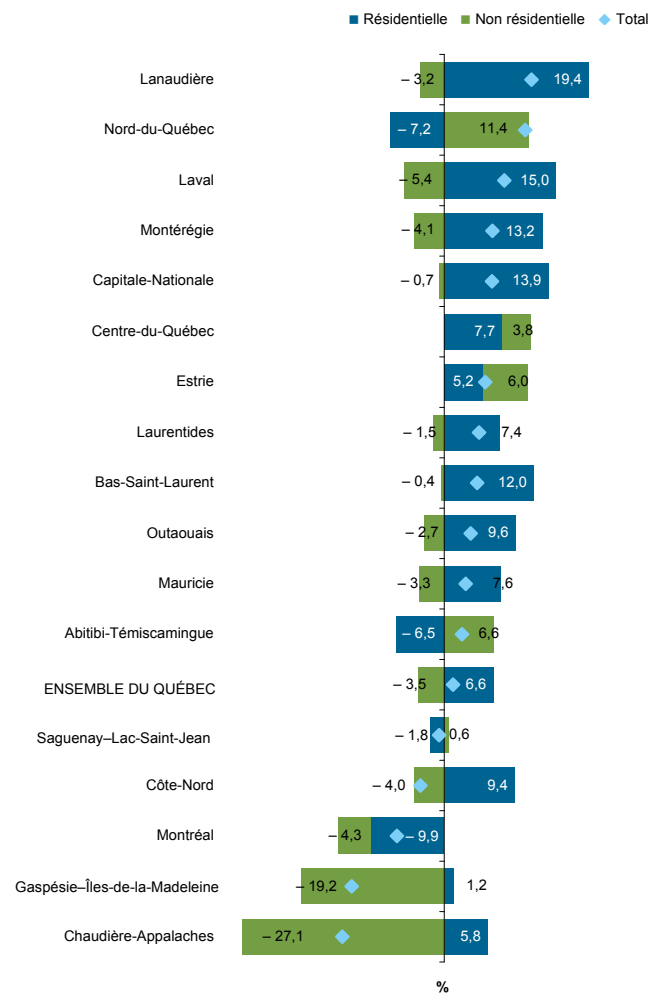
Dans le secteur **non résidentiel**, la construction privée est en hausse

dans seulement deux régions : le Nord-du-Québec (+ 24,6 %) et la Côte-Nord (+ 12,2 %). À l'échelle provinciale, les dernières années marquent deux diminutions prononcées : - 18,5 % en 2013 et - 8,2 % en 2014. En 2014, la région de Chaudière-Appalaches pa-

raît la plus affectée, avec un recul de 39,3 %, mais il s'agit d'un niveau historiquement élevé, suivant une croissance de 111,2 % en 2013. Les régions limitrophes à Montréal subissent également des reculs dans la construction non résidentielle privée.

Figure 1

Variation annuelle de l'investissement en construction, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2014



Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques. Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.

La construction publique est pour sa part en croissance dans 10 des 17 régions avec en tête, malgré un poids relativement modeste, l'Abitibi-Témiscamingue (+ 24,8 %), suivi des Laurentides (+ 13,0 %). Montréal diminue légèrement en 2014, suivant une hausse de 25,1 % en 2013 et ce faisant, s'accapare pour ces deux années près de 30 % des immobilisations en construction publique, une première depuis 2000. La construction publique diminue fortement dans les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (- 21,6 %) et de Chaudière-Appalaches (- 11,2 %).

Hausse de l'investissement privé et public en machines et matériel

Les investissements en machines et matériel du secteur public sont en croissance dans la forte majorité des régions : seuls l'Outaouais (- 14,2 %), le Centre-du-Québec (- 3,6 %) et la Côte-Nord (- 0,5 %) essuient des reculs. Parmi les régions en croissance, on retrouve la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 28,3 %), Laval (+ 19,1 %) et Montréal (+ 19,0 %). À l'échelle provinciale, les dépenses publiques en machines et matériel ont augmenté de 11,0 % en 2013 et de 9,6 % en 2014.

Dans le secteur privé, les dépenses en machines et matériel augmentent dans 12 des 17 régions administratives, avec en tête l'Outaouais (+ 19,4 %) et le Bas-Saint-Laurent (+ 15,7 %). À l'inverse, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec subissent des baisses supérieures à 10 %.

Selon les industries, l'investissement dans les industries productrices de biens diminue pour une deuxième année consécutive à l'échelle québécoise, ce qui se répercute dans la plupart des régions. La plus forte diminution est observée en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (- 44,7 %), suivant une diminution de 43,1 % en 2013. Une partie de ce recul s'explique par le retour à des investissements plus près des moyennes historiques dans l'industrie des services publics, après quelques années d'investissement important dans le secteur. Le secteur des services publics (- 70,6 %) est également à la

source de la diminution observée dans la région de Chaudière-Appalaches (- 32,1 %).

L'investissement minier rebondit dans le Nord-du-Québec

Suivant une forte croissance entre 2009 et 2012, l'investissement minier a abruptement diminué en 2013 (- 39,5 % à l'échelle québécoise) avant de se stabiliser en 2014. C'est la région de la Côte-Nord qui a été la plus durement touchée, où l'investissement a diminué de 50,0 % entre 2012 et 2013, avant de remonter légèrement en 2014. La région de l'Abitibi-Témiscamingue subit pour sa part deux reculs consécutifs de l'investissement minier, passant de 1,1 G\$ à 0,6 G\$ entre 2012 et 2014. Finalement, la région du Nord-du-Québec, après avoir reculé de 31,6 % en 2013, rebondit avec une croissance de 10,0 %.

L'investissement dans le secteur manufacturier, qui avait diminué de 8,4 % au Québec en 2013, augmente de 4,1 % en 2014. Les dépenses en immobilisation augmentent dans 11 des 17 régions dans le secteur de la fabrication, avec en tête le Centre-du-Québec (+ 18,7 %), suivi par la Mauricie et Montréal. Dans le cas de Montréal, la

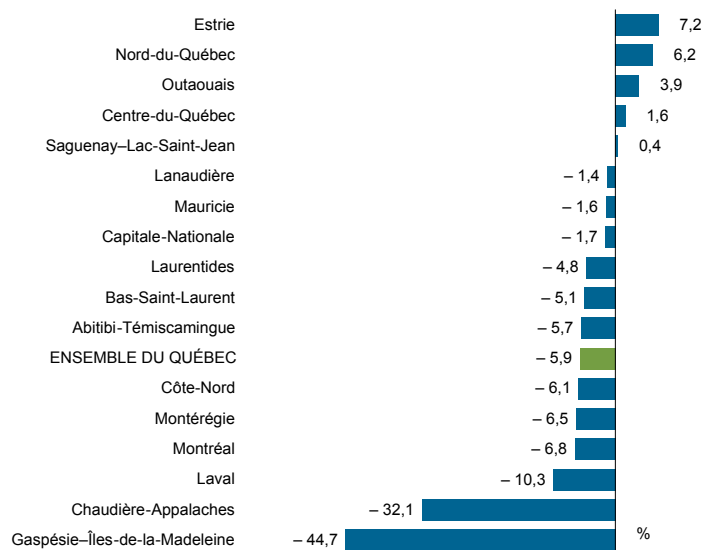
croissance de 2014 (14,3 %) suit une croissance de 30,5 % en 2013, amenant la région à représenter plus du tiers de l'investissement du secteur au Québec en 2014. En termes d'importance au Québec pour l'investissement manufacturier, Montréal (1,6 G\$) est suivi par la Montérégie (0,8 G\$) et Chaudière-Appalaches (0,4 G\$).

Services : croissance dans la majorité des régions

Dans les industries de services, l'investissement augmente de 3,0 % au Québec en 2014 pour atteindre 29,3 G\$. Plus du tiers de ces investissements se retrouvent dans la région de Montréal, où l'investissement croît de 4,4 % en 2014. Parmi les 12 régions où l'investissement de ces industries est en croissance, l'Abitibi-Témiscamingue connaît la croissance la plus élevée avec 20,8 %, un fort rebond considérant la diminution de 19,3 % enregistrée en 2013. Viennent ensuite la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 10,8 %) et le Centre-du-Québec (+ 8,6 %).

Dans les secteurs du commerce, la diminution de 9,0 % enregistrée au Québec se fait sentir plus fortement dans les régions des Laurentides et de Laval, alors que des hausses sont plutôt observées dans le Nord-du-

Figure 2
Variation annuelle de l'investissement des industries productrices de biens selon les régions administratives, perspectives 2014



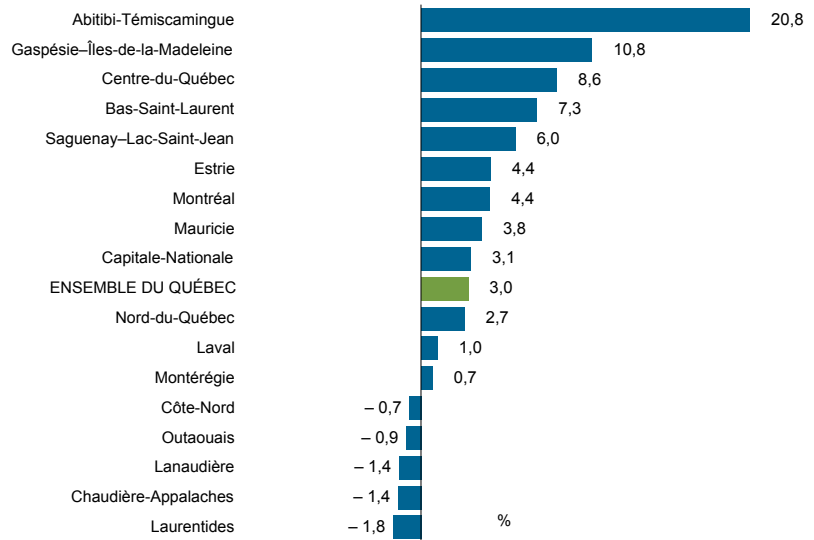
Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques. Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.

Québec, l'Outaouais et au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Dans le secteur des arts, spectacles et loisirs, la hausse enregistrée au Québec se généralise à l'ensemble des régions, alors que la forte croissance dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques est observée dans la région de Montréal (+ 76,2 %).

Administrations publiques : Montréal en tête

Au Québec, les trois niveaux de gouvernements investiront 9,7 G\$ en 2014, une augmentation de 3,0 % par rapport à 2013. C'est à Montréal où les investissements sont les plus élevés, atteignant 2,3 G\$, suivi par la Capitale-Nationale avec 2,0 G\$ et la Montérégie (1,4 G\$). La composante provinciale, plus importante pour ce qui est de l'investissement, est en croissance dans plusieurs régions administratives, mais les investissements demeurent concentrés dans la Capitale-Nationale (1,4 G\$, principalement en machine et matériel) et à Montréal (0,9 G\$, principalement en construction). Les investissements des administrations locales se concentrent pour

Figure 3
Variation annuelle de l'investissement des industries productrices de services selon les régions administratives, perspectives 2014



Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques. Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.

leur part à Montréal et en Montérégie. Dans les réseaux de services d'éducation et de santé, Montréal obtient plus de la moitié des investissements totaux (2,4 G\$ des 4,4 G\$), loin devant la région de la Capitale-Nationale. Les

entreprises publiques, en croissance pour une troisième année consécutive, investissent quant à elles majoritairement à Montréal (2,3 G\$) et dans la Côte-Nord (1,6 G\$).

Abréviations et signes conventionnels :

- \$ En dollars
- G En milliards
- M En millions
- k En milliers
- % Pourcentage

- 1998-2012 : Données réelles
- 2013 : Données réelles provisoires
- 2014 : Perspectives

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Ce bulletin est réalisé par la **Direction des statistiques économiques**.

Ont collaboré à la réalisation :
 Virginie Lachance, mise en page
 Direction des statistiques économiques et du développement durable
 Esther Frève, révision linguistique
 Direction des communications

Pour plus de renseignements :
 Jean-François Fortin
 Direction des statistiques économiques
 Institut de la statistique du Québec
 200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
 Québec (Québec) G1R 5T4

La version PDF de ce bulletin est diffusé sur le site Web de l'Institut, à l'adresse suivante :
www.stat.gouv.qc.ca

Téléphone : 418 691-2411, poste 3175
 Courriel : jean-françois.fortin@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
 Bibliothèque et Archives Canada
 Bibliothèque et Archives nationales du Québec
 2^e trimestre 2014

ISSN 1715-6645 (en ligne)

© Gouvernement du Québec
 Institut de la statistique du Québec, 2003

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Tableau 1

Dépenses en immobilisations des régions, par industrie et par secteur, Québec, perspectives 2014

Région administrative	Unité	Industrie productrice de...			Total	Secteur	
		Biens	Services	Logement		Privé non résidentiel	Public
Bas-Saint-Laurent	k\$	298 988	780 988	461 264	1 541 240	398 595	681 381
	Part relative (%)	19,4	50,7	29,9	100,0	25,9	44,2
	Variation 2014/2013 (%)	-5,1	7,3	12,0	6,0	9,0	0,7
Saguenay– Lac-Saint-Jean	k\$	555 220	692 620	787 423	2 035 262	756 710	491 130
	Part relative (%)	27,3	34,0	38,7	100,0	37,2	24,1
	Variation 2014/2013 (%)	0,4	6,0	-1,8	1,3	1,0	7,5
Capitale-Nationale	k\$	777 062	4 255 793	2 514 218	7 547 073	1 864 526	3 168 328
	Part relative (%)	10,3	56,4	33,3	100,0	24,7	42,0
	Variation 2014/2013 (%)	-1,7	3,1	13,9	5,9	-3,5	6,2
Mauricie	k\$	358 917	590 874	771 313	1 721 104	470 010	479 781
	Part relative (%)	20,9	34,3	44,8	100,0	27,3	27,9
	Variation 2014/2013 (%)	-1,6	3,8	7,6	4,3	3,4	0,1
Estrie	k\$	506 712	767 695	976 966	2 251 374	766 023	508 384
	Part relative (%)	22,5	34,1	43,4	100,0	34,0	22,6
	Variation 2014/2013 (%)	7,2	4,4	5,2	5,3	3,5	8,7
Montréal	k\$	2 715 673	10 659 070	3 770 590	17 145 333	6 479 382	6 895 361
	Part relative (%)	15,8	62,2	22,0	100,0	37,8	40,2
	Variation 2014/2013 (%)	-6,8	4,4	-9,9	-1,0	0,2	3,5
Outaouais	k\$	318 058	1 385 250	1 147 332	2 850 640	703 708	999 600
	Part relative (%)	11,2	48,6	40,2	100,0	24,7	35,1
	Variation 2014/2013 (%)	3,9	-0,9	9,6	3,6	10,2	-6,2
Abitibi- Témiscamingue	k\$	983 952	439 788	401 878	1 825 617	975 822	447 918
	Part relative (%)	53,9	24,1	22,0	100,0	53,5	24,5
	Variation 2014/2013 (%)	-5,7	20,8	-6,5	-0,6	-6,7	24,0
Côte-Nord	k\$	2 631 332	714 664	200 674	3 546 670	1 301 018	2 044 978
	Part relative (%)	74,2	20,2	5,7	100,0	36,7	57,7
	Variation 2014/2013 (%)	-6,1	-0,7	9,4	-4,3	1,8	-8,9
Nord-du-Québec	k\$	1 780 363	271 165	38 184	2 089 712	1 274 565	776 964
	Part relative (%)	85,2	13,0	1,8	100,0	61,0	37,2
	Variation 2014/2013 (%)	6,2	2,7	-7,2	5,5	10,1	-0,8
Gaspésie– Îles-de-la-Madeleine	k\$	97 677	290 598	169 425	557 700	122 285	265 991
	Part relative (%)	17,5	52,1	30,4	100,0	21,9	47,7
	Variation 2014/2013 (%)	-44,7	10,8	1,2	-8,0	0,7	-16,3
Chaudière- Appalaches	k\$	816 519	1 092 329	1 173 353	3 082 201	1 181 808	727 039
	Part relative (%)	26,5	35,4	38,1	100,0	38,3	23,6
	Variation 2014/2013 (%)	-32,1	-1,4	5,8	-9,9	-21,9	-9,0
Laval	k\$	261 048	922 960	1 511 579	2 695 587	636 351	547 657
	Part relative (%)	9,7	34,2	56,1	100,0	23,6	20,3
	Variation 2014/2013 (%)	-10,3	1,0	15,0	7,0	-7,8	6,5
Lanaudière	k\$	399 082	903 840	1 758 432	3 061 353	775 856	527 066
	Part relative (%)	13,0	29,5	57,4	100,0	25,3	17,2
	Variation 2014/2013 (%)	-1,4	-1,4	19,4	9,6	-3,8	2,5
Laurentides	k\$	560 787	1 288 203	2 538 027	4 387 017	1 001 311	847 678
	Part relative (%)	12,8	29,4	57,9	100,0	22,8	19,3
	Variation 2014/2013 (%)	-4,8	-1,8	7,4	2,9	-12,5	12,0
Montérégie	k\$	1 924 688	3 649 689	4 966 359	10 540 736	3 178 978	2 395 399
	Part relative (%)	18,3	34,6	47,1	100,0	30,2	22,7
	Variation 2014/2013 (%)	-6,5	0,7	13,2	4,7	-5,4	3,1
Centre-du-Québec	k\$	459 123	571 475	637 883	1 668 481	653 711	376 887
	Part relative (%)	27,5	34,3	38,2	100,0	39,2	22,6
	Variation 2014/2013 (%)	1,6	8,6	7,7	6,3	3,0	9,7
Ensemble du Québec	k\$	15 445 200	29 277 500	23 824 900	68 547 600	22 541 000	22 181 700
	Part relative (%)	22,5	42,7	34,8	100,0	32,9	32,4
	Variation 2014/2013 (%)	-5,9	3,0	6,6	2,0	-2,4	2,0

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.
Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.